

## Édito

**D**ans deux mois, Almémos fêtera son deuxième anniversaire. Elle commence à s'inscrire durablement dans le paysage très varié des associations dédiées à l'histoire de l'Alsace. Rappelons qu'elle « a pour objet de contribuer à l'élaboration, la rédaction et la diffusion du Dictionnaire biographique du Mouvement social, d'encourager et de développer les recherches scientifiques autour de l'histoire du monde ouvrier et du mouvement social en Alsace, de favoriser la conservation des documents et archives les concernant, de faciliter, dans un cadre plus large, les initiatives concernant l'histoire sociale et politique de l'Alsace contemporaine ».

Le nombre des cotisants individuels gonfle progressivement ; en revanche, celui des personnes morales, syndicats, partis de gauche, associations, institutions, dont nous écrivons pourtant l'histoire, reste désespérément réduit. La petite équipe qui anime Almémos s'est un peu étoffée en 2002. Elle a beaucoup travaillé cette année, selon trois axes prioritaires : la rédaction des notices Alsace-Lorraine du Dictionnaire biographique des militants cheminots, celle des premières lettres de la cinquième période du Maitron, le Dictionnaire biographique du Mouvement Social, la préparation de la journée sur la Guerre d'Algérie en Alsace, prévue initialement le 5 octobre 2002, reportée au 15 mars 2003, à l'occasion de notre assemblée générale annuelle.

Le Dictionnaire des militants cheminots, dirigé par Marie-Louise Goergen, est issu d'une initiative du Comité central d'entreprise de la SNCF, où sont représentés l'ensemble des syndicats cheminots. Il paraîtra en octobre 2003 : nous y avons contribué en rédigeant 259 notices de syndicalistes (CGT, CGTU, FO, CFTC, CFDT, CGC, autonomes) de l'ancien réseau d'Alsace et de Lorraine et des circonscriptions SNCF qui lui ont succédé jusqu'en 1982. Les plus importants, une vingtaine, figureront dans le dictionnaire imprimé. Les autres rejoindront une base de données informatique accessible sur Internet et vraisemblablement un Cd-rom.

La parution, aux Éditions de l'Atelier, des douze volumes de la cinquième période (1939-1968) du « Maitron » est désormais assurée. Le tome 1 (A-Be) sortira en février ou mars 2004, le tome 2 (Bi-Bz) en septembre 2004, et ainsi de suite jusqu'en septembre 2009.

Nous mettons donc la dernière main aux notices alsaciennes A-C. Là aussi, seuls les personnages les plus importants pourront figurer dans le dictionnaire papier. Les autres militants prendront place dans la base Maitron, pour constituer à terme un dictionnaire électronique, DVD ou Internet.

Sur le plan régional, ils pourront figurer dans l'Encyclopédie de l'Alsace sociale et progressiste, que nous envisageons de réaliser dans les années qui viennent.

(Suite p.2)

## Janvier 2003

### Sommaire

---

#### La guerre d'Algérie en Alsace

2

---

#### Documents de travail

Références bibliographiques sur la guerre d'Algérie 2

---

#### Exemples de notices

Albouy Pierre 3  
Erb Albert 4

---

#### Documents

Actualité NDBA 6  
Les gauches alsaciennes 6  
La conférence des délégués des fédérations socialistes du 23 février 1919 7

---

#### Nécrologie

7

---

#### Renseignements pratiques

Adresses 7  
Bulletin d'adhésion 8

---

#### Calendrier

Assemblée générale 8  
Journée d'études 8

La préparation de la journée d'études et de témoignages du 15 mars 2003 sur la Guerre d'Algérie en Alsace entre dans sa phase décisive. Nous sommes déjà assurés de la participation d'universitaires spécialistes de l'histoire de la Guerre d'Algérie et de celle du FLN, de membres d'Al-mémos qui analyseront la conjoncture régionale des années 1954 à 1962 et de témoins, d'acteurs, importants ou modestes, des événements liés à cette Guerre en Alsace ou dans les régions voisines, notamment en Lorraine. Le programme à peu près définitif de cette rencontre sera diffusé largement après la réunion du bureau élargi du 17 janvier. Évidemment, nous n'avons pas la prétention d'établir de façon exhaustive un chapitre nouveau de l'histoire contemporaine de l'Alsace. Il s'agit plus modestement d'ouvrir un chantier de recherche. Aucun ouvrage, aucun article, aucun travail d'étudiant, à notre connaissance du moins, n'a encore étudié le contexte régional de la Guerre d'Algérie. On sait très peu de choses sur la présence des

Algériens, sur leurs conditions de vie, sur l'implantation du FLN et du MNA et leurs activités « subversives », sur leurs luttes internes, sur la répression de ces mouvements par la police et la justice. L'évolution de l'opinion publique, sa mise en condition par les médias et les notables politiques, est mal connue. On a fait le silence sur les activismes engendrés par les « événements » : groupes d'action pour l'Algérie française, comités pour la paix en Algérie, pacifistes renvoyant leurs livrets militaires, insoumis et déserteurs, réseaux de soutien au FLN. Certains appelés, maintenus ou rappelés ont transmis leurs souvenirs d'« anciens combattants ». Nous n'aurons pas, malheureusement, le temps, ce jour-là, de leur donner beaucoup d'espace. Mais nous pourrions les interroger sur l'impact de cette expérience, souvent traumatisante, sur leur comportement, en Alsace, face à la politique, à l'armée, aux immigrés d'origine maghrébine, aux Pieds-Noirs rapatriés.

Léon Strauss

### Journée d'études publique du 15 mars 2003

Pôle européen de gestion et d'économie  
9 h 30 – 16 h

#### La guerre d'Algérie en Alsace et dans les régions voisines

Gilbert Meynier (professeur émérite, Nancy II) : **Qu'est-ce que le FLN ? 1954-1962 ?**

Guy Pervillé (professeur, Toulouse II) : **L'Alsace et l'Algérie, un mythe algérien.**

Zohra Tared (docteur en histoire, Metz) : **Interprétations et répercussions de la guerre d'Algérie en Lorraine**

Léon Strauss (maître de conférences en retraite, Strasbourg III) : **Les répercussions de la guerre d'Algérie en Alsace, d'après les rapports de police.**

Jean-Claude Richez (INJEP, Marly-le-Roi) : **La guerre d'Algérie et la recomposition de la Gauche en Alsace.**

Témoignages : Alphonse Irjud — Émile Reutenauer — Monique Pfaff — Charlotte Herfray — René Tabouret, et d'autres...

### Quelques références bibliographiques sur la Guerre d'Algérie

Guy PERVILLÉ, *Pour une histoire de la Guerre d'Algérie*, Éditions A. et J. Picard, Paris, 2002, 33 euros.  
Benjamin STORA, *Histoire de la Guerre d'Algérie*, La Découverte, 2002 (Repères, 115).  
Gilbert MEYNIER, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Fayard, Paris, 2002, 32 euros.  
— *L'Algérie contemporaine. Bilans et solutions pour sortir de la crise*. L'Harmattan, 2000  
Jean-Pierre RIOUX (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, Fayard, 1990.  
J.-P. RIOUX, J.-F. SIRINELLI, *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Complexe,

Bruxelles, 1991.  
L. GERVEREAU, J.-P. RIOUX et B. STORA (dir.), *La France en guerre d'Algérie*, Paris, Musée d'histoire contemporaine et Nanterre, BDIC, 1992.  
B. STORA, *Appelés en Guerre d'Algérie*, Gallimard, 1997 (Découvertes).  
J.C. JAUFFRET, *Soldats en Algérie, 1954-1962*, Autrement, Paris, 2000.  
Raphaëlle BRANCHE, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie*, Gallimard, 2001.  
S. THÉNAULT, *Une drôle de justice, les magistrats dans la guerre d'Algérie*, La Découverte, 2001.  
B. STORA, *Ils venaient d'Algérie*, Fayard, 1992.  
H. HAMON et P. ROTMAN, *Les porteurs de valise. La résistance*

*française à la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1979.  
ESPRIT, *Écrire contre la Guerre d'Algérie*, Hachette Littérature, 2002, (Pluriel).  
Pierre VIDAL-NAQUET, *Face à la raison d'Etat. Un historien dans la Guerre d'Algérie*, La Découverte, 1989.  
P. VIDAL-NAQUET, *Mémoires, 2, Le trouble et la lumière 1955-1998*, Seuil-La Découverte, 1998.  
André MANDOUZE, *Mémoires d'outre-siècle, I*, Viviane Hamy, 1999.  
*Les Saisons d'Alsace* n°14, printemps 2002, La mémoire vive de l'Alsace (et notamment Pierre KRETZ, La paix en toute conscience).  
Claire COPEAUX, *Appelés d'Algérie. La mémoire confisquée, 1955-1994*, Hachette, 1998

### ALBOUY Pierre

Né le 8 juin 1925 à Saint-Agnan (Tarn) ; instituteur ; secrétaire départemental du SNI du Haut-Rhin (1956-1964, 1968-1982) ; secrétaire départemental de la FEN du Haut-Rhin (1959-1960, 1965-1972, 1975-1978).

Fils de petits artisans (maréchal-ferrant et couturière), Pierre Albouy, élève du cours complémentaire de Lavaur de 1937 à 1942, puis du collège moderne et technique d'Albi de 1942 à 1945, obtint en 1945 le brevet supérieur. En octobre 1947, il devint instituteur remplaçant à Wittelsheim-village, dans le bassin minier potassique du Haut-Rhin. Après une année à l'école Thérèse à Mulhouse, il retourna à Wittelsheim où il fit toute sa carrière d'instituteur. En 1977, il fut chargé de la direction de son école, devenue Wittelsheim Centre 1. En 1985, il prit sa retraite et continua à habiter la commune. Il avait épousé en 1962 une employée au secrétariat du Comité central d'entreprise des MDPA (Mines domaniales de potasse d'Alsace), militante engagée dans l'action sociale et de loisirs de l'entreprise, de souche polonaise, née en France.

Pierre Albouy adhéra au SNI en 1948. Membre du courant « cégétiste » sans avoir jamais adhéré à une formation politique, il déplora lors de l'assemblée générale de la section du 5 juillet 1951 « la faiblesse de l'action laïque et les apparentements entre socialistes et MRP ». Entré à la commission exécutive départementale en 1952, secrétaire de la commission des jeunes, trésorier général à partir du 1er mars 1956, il est devenu secrétaire de sa section départementale du Haut-Rhin le 12 juillet 1956, à la suite de la démission de Jules Senger (voir ce nom), élu par 9 voix contre 10 à divers non candidats et un bulletin blanc. A l'assemblée générale de la FEN du 15 novembre 1956, ainsi que trois autres membres de son courant (Pierre Lévêque et Jurd du SNES et Guillemard (voir ce nom) du SNI), il s'opposa au texte sur la Hongrie présenté par un militant du Syndicat national de l'enseignement technique, qui fut adopté

par 28 voix contre 3 et une abstention. En mars 1958, il organisa à Colmar et à Mulhouse des conférences pédagogiques sur l'éducation morale, avec le concours de Denis Forestier (voir ce nom), pour faire pièce aux conférences de pédagogie religieuse organisées le même jour par l'évêché de Strasbourg qui se fondait sur le statut local confessionnel de l'enseignement public. Cette initiative fut couronnée de succès. En revanche, les manifestations et la grève du 30 mai 1958 pour la défense de la République furent peu suivies par les instituteurs du Haut-Rhin. La prise de position du SNI pour le « non » au référendum constitutionnel valut à Albouy d'être l'objet « d'insinuations à caractère politique » : certains syndiqués dénoncèrent la « colonisation » de la CE par les communistes. Lors des élections au Conseil départemental du 13 mars 1964, le SNI qui était majoritaire dans le collège des hommes depuis 1945, perdit ses deux sièges au profit du SGEN. Aussi Henri Gardenay, s'appuyant sur le résultat des élections du bureau national dans le Haut-Rhin en décembre 1963 (73% des voix pour la liste Desvalois), réclama-t-il une « direction majoritaire » pour la section départementale. Ernest Reitter (voir ce nom) et Pierre Weissgerber (voir ce nom) se joignirent à ces critiques lors de l'assemblée générale du 4 juin 1964, mais le rapport moral fut quand même adopté par 125 voix contre 45 abstentions. En 1964, un membre de sa tendance, Georges Winterhalter (voir ce nom) remplaça Albouy au secrétariat général, mais ce dernier resta secrétaire aux affaires corporatives et administratives. En décembre 1966, il arriva en tête des élections à la commission exécutive avec 70 voix de plus que Winterhalter, mais il refusa la candidature au secrétariat général qui lui était proposée « pour des raisons de santé ». Le 11 janvier 1968, à la suite de la démission de Winterhalter, Albouy fut réélu au secrétariat général de la section, « dans la plus complète indépendance à l'égard de tous les courants de pensée », responsabilité qu'il conserva jusqu'à son départ à la retraite en 1985. Albouy, également secrétaire départemental

adjoint de la FEN, exerça longtemps, « par intérim », les fonctions de secrétaire général de la FEN du Haut-Rhin. En février 1971, il refusa d'engager le SNI dans une manifestation contre l'intervention des troupes sud-vietnamiennes au Laos organisée par le PCF en l'absence du PS, du PSU et de la CFDT. En décembre 1971, aux élections du conseil de l'enseignement général et technique, le SNI arriva en tête pour la première fois dans le département ; ce succès fut confirmé aux élections aux commissions paritaires de décembre 1972. Après le congrès de Saint-Etienne qui imposait aux sections du SNI la représentation proportionnelle par liste, il proposa de surseoir dans le Haut-Rhin à l'abandon de la liste unique, ce qui fut adopté par l'assemblée générale du 18 novembre 1975 à l'unanimité moins cinq abstentions.

Albouy fut également administrateur de la section du Haut-Rhin de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale (1982-1992). Il militait aussi depuis 1953 dans des associations sportives locales et départementales et fut membre du conseil d'administration de la Maison de la Jeunesse et de la Culture de Wittelsheim depuis 1952. Il est chevalier du Mérite et officier des Palmes académiques.

Sources : Renseignements fournis par Pierre Albouy (1999) et par le centre de recherches Henri Aigueperse (UNSA-Education) et La Fraternelle, bulletin de la section du Haut-Rhin du SNI, de 1951 à 1980.

Jacques Ungerer et Léon Strauss.

### ERB Albert

Né le 6 février 1905 à Montreux-Vieux (alors Altmünsterol), (Haute-Alsace, Alsace-Lorraine), mort le 3 avril 1959 à Bischheim (Bas-Rhin) ; ajusteur aux Ateliers de Bischheim ; permanent CGT, communiste, résistant ; secrétaire général de l'Union des syndicats de cheminots d'Alsace et de Lorraine de 1947 à 1952, conseiller municipal et 3e adjoint au maire de Bischheim de 1935 à 1939, puis de 1945 à 1947, membre du comité fédéral du PCF du Bas-Rhin en 1947, puis du bureau fédéral de 1948 à 1952.

Son père, Philippe E., avait épousé Catherine Ehrenberger. Ajusteur, puis chef de brigade, il travailla aux Ateliers de chemin de fer de Bischheim, haut lieu du militantisme rouge ouvrier. Il ne s'exprimait qu'en dialecte.

A. Erb fit, lui aussi, un apprentissage d'ajusteur aux ateliers de chemin de fer de Bischheim et y trouva un emploi en 1919. Il fit son service militaire français à Toulon, dans la marine. Après un court séjour aux ateliers de chemin de fer de Basse-Yutz (Moselle), où il commença à militer à l'Union des syndicats CGTU de cheminots d'Alsace et de Lorraine, il revint à Bischheim. Il parlait et écrivait le français, ce qui était rare chez les militants alsaciens. Il avait adhéré au parti communiste, était devenu secrétaire à l'organisation de la section de Strasbourg-campagne et membre du comité régional d'Alsace. Il fut élu, le 16 mai 1935, au conseil municipal de Bischheim et nommé 3e adjoint au maire communiste Emile Haag.

En 1939, les cheminots de Bischheim furent évacués à Périgueux (Dordogne). A. E. fut interné une première fois par la police française au camp de Magnac-Laval (Haute-Vienne) où étaient réunis des militants communistes syndicaux alsaciens, et dont il réussit à s'échapper. Il put rentrer en Alsace annexée à la fin du mois d'août 1940. Réintégré aux ateliers de chemin de fer désormais allemands, il tenta de reconstituer clandestinement la CGT. Les conditions de résistance étaient très difficiles. Ne tenant

pas compte des avertissements de ses camarades, il fut arrêté au début de mai 1942 aux Ateliers de Bischheim, interné au camp de sécurité et de rééducation de Schirmeck, condamné pour haute trahison le 25 janvier 1943 à la réclusion perpétuelle par le Volksgerichtshof (Cour de justice du Peuple) siégeant à Strasbourg. Emprisonné à Ludwisburg, puis à Celle, près de Hanovre, il fut libéré par les Américains en avril 1945 et hospitalisé à Paris. Déjà titulaire de la médaille de la Résistance, il fut, par décret du 18 juillet 1946, et sur proposition du ministre des travaux publics, nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Au congrès des 6 et 7 juillet 1945, après le bref interim d'Emile Geng, il fut élu, sans avoir posé sa candidature secrétaire général de l'Union des syndicats de cheminots d'Alsace et de Lorraine, qu'il représenta au bureau de la Fédération nationale CGT des Travailleurs, cadres et techniciens des Chemins de fer français et d'Outre-Mer jusqu'en 1953. Il fut élu membre du bureau départemental CGT en 1950 et délégué au directeur général en août 1951. En l'absence d'Emile Schmitt (voir ce nom), il fut directeur de la publication du *Cheminot*, organe de l'USCAL, d'avril 1952 à janvier 1953.

Au courant du mois de novembre 1947, il avait participé, à la suite d'une décision du comité syndical franco-soviétique, à une délégation invitée à visiter les installations et sites ferroviaires, et examiner la situation matérielle, morale et culturelle des cheminots soviétiques. Il en fit un long récit publié, en français et en allemand, dans *Le cheminot* : de janvier 1948: « Quatre semaines en URSS ». Il décrivait comment les « ressources des travailleurs, l'organisation de la vie humaine en général, leur permettent de vivre aujourd'hui aisément, mieux qu'en France ». En décembre 1948, pour avoir approuvé l'ordre du jour du conseil national de la Fédération appelant au blocage des trains de charbon venant de l'étranger, son détachement syndical fut supprimé, ainsi que celui de Simbsler, et il fut obligé de reprendre temporairement son emploi de chef de bri-

gade d'ouvriers aux ateliers de Bischheim. Lors de la grève du 23 mars 1951, il incita les cheminots du dépôt de Hausbergen à refuser les réquisitions individuelles « illégales ». Il tenta la même opération au dépôt de la Gare centrale de Strasbourg, mais fut sommé de quitter les lieux par le chef de dépôt. A partir du 1er janvier 1952, à la suite d'une décision ministérielle, comme tous les permanents CGT de la SNCF, sa rémunération en fut plus versée par la SNCF, mais par la Fédération nationale.

Il avait retrouvé ses responsabilités politiques d'avant guerre. Il redevint 3e adjoint au maire communiste de Bischheim en 1945, mais perdit ce poste en 1947 lorsque le socialiste Georges Rossdeutsch rompit l'alliance pour se faire élire maire. Il fut membre du comité fédéral en 1947, du bureau fédéral de 1948 à 1952. Les Renseignements généraux le présentaient en juin 1949 comme « beaucoup plus diplomate que Mattern », mais jouissant de « la confiance totale du Parti communiste ». Cette position lui donnait une certaine marge de manœuvre quant à l'application des décisions nationales. Ainsi, le 30 mai 1952, après l'arrestation de Jacques Duclos et André Stil, il reconnut, lors d'un CA de l'Union, que le climat régional était peu favorable à une grève politique et qu'il faudrait se contenter de recueillir des signatures contre ces « mesures d'oppression ». L'« affaire Erb » éclata pourtant en octobre 1952, au sein du Parti communiste, quelques mois avant le procès de Bordeaux, où devaient être jugés les Alsaciens impliqués dans le massacre d'Oradour-sur-Glane. La position officielle du parti communiste, imposée par Paris, de ne pas tenir compte de l'origine alsacienne des soldats de la division Waffen SS Das Reich, incorporés de force, était condamnée par l'opinion publique alsacienne presque unanime. Au sein même du parti l'unanimité était loin d'être acquise. Les cheminots en particulier, si puissants dans la fédération bas-rhinoise, comptaient parmi les contestataires. Paris prit les devants et décida d'écarter de la direction fédérale un certain nombre de

## Exemples de notices

camarades jugés trop attachés à la défense des particularités alsaciennes. Le 20 octobre 1952, une commission fédérale se réunit pour examiner le dossier d'A. Erb. Il lui fut officiellement reproché d'avoir donné, pendant son interrogatoire par la Gestapo en 1942 au camp de Schirmeck, les noms des camarades cheminots Kleindienst, Ebel, Haber et Kieffer. Ce dernier s'était suicidé dans sa cellule. Ce fut donc un argument de morale politique qui fut avancé, et qui se présentait comme irréfutable, même s'il touchait un camarade encore auréolé par la condamnation nazie et la déportation.

A. E. se défendit en soulignant qu'il n'avait jamais caché son attitude et avait averti, dès les faits, le camarade Ott, interné lui aussi. De fait, à la Libération, la commission d'épuration n'avait rien retenu contre lui, la question des dénonciations pendant les interrogatoires ou sous la torture restant un problème délicat. Les Renseignements généraux ayant fourni le dossier de la Gestapo au député MRP Schmitt, ancien cheminot lui aussi, des accusations voilées contre Erb avaient été lancées dans la presse syndicale de la CFTC dès 1948, sans plus de rebondissement. Sans nier ses responsabilités, Erb cita d'autres dénonciateurs, en particulier Léonard Keim, secrétaire fédéral, conseiller municipal et membre du comité central, dont il précipita ainsi la chute, déjà prévisible depuis quelques mois pour ses positions sur le procès d'Oradour. Les exclusions furent prononcées à la conférence fédérale des 28 février et 1er mars 1953. La presse communiste publia les aveux d'Albert Erb le 4 mars 1953 dans l'*Humanité d'Alsace et de Lorraine*, puis ceux de Keim, pour justifier les décisions du parti.

Le livre qu'il avait vraisemblablement écrit lui-même, peut-être avec l'aide de Mattern et de Hoeffel sur l'histoire de la résistance des cheminots alsaciens et lorrains, *Heimat unterm Hakenkreuz*, ne fut pas imprimé par la SEDAL (imprimerie du parti) et parut à 1500 exemplaires chez un imprimeur de Schiltigheim, en 1953.

Les instances parisiennes de la

CGT eurent dans le même temps à régler la question de son mandat syndical. L'affaire était délicate car A. E. avait le soutien de l'ensemble des cheminots du syndicat, en particulier des agents de conduite, des mécaniciens et des retraités qui menaçaient de faire sécession si Erb était contraint de démissionner pour ces motifs « extra-syndicaux », et qui revendiquaient une certaine autonomie de décision par rapport au parti communiste (dont ils firent preuve à nouveau après la démission d'Erb, dans un tract au sujet du procès de Bordeaux, très mal apprécié des instances parisiennes). Erb se défendit à la CE du 17 novembre 1952. La version écrite de son discours révèle qu'il rappela qu'il avait commencé à organiser la résistance pendant l'évacuation, sans attendre des ordres, qu'en 1945 il avait d'abord refusé les responsabilités syndicales qu'on lui demandait de prendre, et n'avait pas participé aux débats du congrès de Bischheim, qu'il n'avait accepté le poste de secrétaire général que parce que les camarades insistaient pour lui confier cette fonction, et seulement après en avoir discuté avec les dénoncés survivants et la veuve de Louis Kieffer. Tout en reconnaissant sa faute, il mettait en cause les dirigeants syndicaux et politiques qui n'avaient pas pris part à la résistance et avaient « déserté » jusqu'à la Libération, où ils étaient réapparus. Il visait ainsi directement le secrétaire de l'UD du Bas-Rhin, Joseph Mohn, et Fassnacht, secrétaire du syndicat du Bâtiment, qui s'étaient réfugiés dans le département des Vosges durant toute la guerre, et, implicitement, des dirigeants nationaux. Il concluait solennellement ainsi : « Juger Erb, c'est juger le peuple alsacien-lorrain dans ses faiblesses, ses insuffisances et ses côtés forts ». La CE refusa la démission d'A. E. à l'unanimité, et convoqua un CA pour le 8 décembre. Tournemaine et Hernio se déplacèrent de Paris à plusieurs reprises, inquiets d'une situation qui leur échappait à tout moment, d'autant que les débats avaient lieu en alsacien, et qu'il leur fallait se faire traduire les interventions. Conscient que sa démission, si elle était demandée

par les instances parisiennes, pouvait provoquer une scission à l'Union des syndicats de cheminots d'Alsace et de Lorraine, A. E. annonça alors au CA que sa démission était irrévocable et qu'il avait d'ores et déjà demandé officiellement sa réintégration dans son poste aux ateliers de Bischheim. La CA lui vota une motion de confiance, accepta sa démission et désigna Emile Schmitt pour le remplacer. A.E. quitta ses fonctions syndicales le 1er février 1953, mais il continua d'assister aux réunions de bureau exécutif. En mars 1954, A. Erb fut exclu de la CGT, avec 5 autres militants, pour son attitude considérée comme « malhonnête vis-à-vis du syndicat » dans une affaire commerciale. L'Union A-L avait en effet, depuis 1949, mis sur pied une vente de chaussures fabriquées dans des entreprises alsaciennes menacées par la crise. Le succès de l'opération, qui rapportait de l'argent au syndicat des cheminots, l'avait fait étendre à d'autres syndicats. La direction nationale de la CGT voyait d'un mauvais œil cette activité commerciale lucrative et avait demandé que l'Union y mît un terme. A. Erb s'était alors proposé, après sa démission de secrétaire général, pour liquider l'affaire. Il la reprit en fait à partir du 1er janvier 1953, avec ses amis du Parti et du Syndicat, sous couvert d'une « Association familiale des Travailleurs des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine », ayant son siège dans l'immeuble de l'Union. On évoqua, à ce sujet, l'hypothèse d'une dissidence communiste autonomisante qui évoquait la scission alsacienne de 1929, mais Erb n'était visiblement pas tenté par l'exemple de Mourer (voir ce nom). Dès le 12 février, les responsables de la CGT avaient perturbé une réunion d'information organisée par l'Association familiale au « Cheval blanc » à Bischheim et avait empêché Erb de prendre la parole. Il réclama des sommes importantes à la CGT. Un procès opposa l'USCAL, représentée par l'avocat communiste Kaufmann, à l'Association familiale. Le Tribunal de Strasbourg débouta le 22 mars 1955 l'Union de sa plainte contre l'Association familiale et la condamna à lui

verser 20 000 francs de dommages et intérêts. L'Union interjeta appel, mais, en juin 1957, elle s'en désista et accepta de régler le litige à l'amiable. Ces événements mirent fin à toutes ses activités. A. Erb, marié à Marie-Madeleine Kern, continua à habiter rue de Périgueux, dans la cité populaire des cheminots de Bischheim. Il mourut d'un cancer en 1959.

Sources : Arch. Dép. Bas-Rhin, 544 D 4, 8, 9, 40, 41, 152 - Organigramme des organisations de gauche en Alsace établi par la police allemande le 19 septembre 1940 (Archives du SED, Berlin) - *L'Humanité d'Alsace et de Lorraine*, 12 mai 1945, 12 juin 1945, 3 mars 1953, 4 mars 1953, 5 mars 1953 - *Le Cheminot unifié*, septembre 1945 - *Le Cheminot*, 1er août 1946, janvier 1948, février 1953, mars 1954 - Ses souvenirs sur le Zuchthaus (maison centrale) de Celle dans *Heimat unterm Hakenkreuz*, 1953, p. 153-154, et 158-166 - *Revue des cheminots CFTC*, mai 1955 - Claude Lorentz, *La presse alsacienne du XXe siècle. Répertoire des journaux parus depuis 1918*, BNU, Strasbourg, 1997 - Archives de la CGT - Témoignages de R. Hoffmann, F. Klaiber, C. Bondoerffer.

Françoise Olivier-Utard,  
Léon Straus

## Documents

### Actualité NDBA

Dans le fascicule n° 40 du Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne (Wel-Y), qui vient de paraître (novembre 2002), voici les notices qui concernent l'histoire du mouvement social alsacien.

WEMAERE Bernard, conseiller général PS du Haut-Rhin de 1976 à 1982.

WENDEL Hermann, député au Reichstag SPD (1912-1918).

WENDLING Charles, président de la FCPE du Haut-Rhin (1960-1975), dirigeant départemental de la Convention des Institutions républicaines, puis du PS, député européen (1989).

WEST Henri, communard.

WICKY Auguste, maire socialiste de Mulhouse (1925-1947).

WILLEM Alfred, conseiller général communiste du Haut-Rhin (1955-1958).

WINTERHALTER Alice, adjointe au maire de Schiltigheim, conseillère régionale PS (1980-1983).

WINTERHALTER Roger, maire de Lutterbach (1977-2001), conseiller régional Solidarité Écologie (1992-1998).

WIRTZ Auguste, syndicaliste CFTC (1919-1965).

WITZ Joseph, communiste, secrétaire général du syndicat CGTU des mineurs d'Alsace et de Lorraine (1924-1936).

WODLI Georges, dirigeant de la Résistance communiste en Alsace et en Lorraine, assassiné par la Gestapo.

WOEHL Georges, secrétaire fédéral du parti socialiste SFIO du Bas-Rhin, adjoint au maire de Strasbourg (1953-1971).

WOLF Charles, journaliste, combattant des Brigades internationales en Espagne, résistant, assassiné par la Milice.

WOLFER Georg, député SPD au Landtag d'Alsace – Lorraine (1911-1918).

WOLFF Henri, président du syndicat chrétien des cheminots d'Alsace et de Lorraine (1920).

WURTZ Francis, secrétaire fédéral PCF du Bas-Rhin (1973-1976), membre du Comité central, puis du Bureau politique du PCF, député européen depuis 1979.

YVES Renaud, représentant du Haut-Rhin à l'Assemblée constituante (1848-1849).

Le fascicule est en vente (23 euros) à la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace, 9 rue de Londres, 67000 Strasbourg.

## Conférence

### Les Gauches alsaciennes et la décentralisation au XXe siècle

Résumé d'une intervention de Léon Strauss au Forum des Socialistes alsaciens « Pour une décentralisation plus juste » Mittelwihr, 7 décembre 2002.

Léon Strauss, dans son exposé historique, revient sur les conceptions et les positions politiques des gauches alsaciennes au XXe siècle. Il rappelle que le mouvement ouvrier alsacien est né à l'époque du Reichsland dans le cadre du Parti social-démocrate allemand. Dans les premières années du XXe siècle, le SPD alsacien-lorrain fait campagne pour une République autonome d'Alsace-Lorraine dans l'Empire allemand (à structure fédérale). Une sorte de décentralisation était donc déjà voulue à l'époque, par rapport à Berlin. L'Alsace sous l'Empire allemand avait un statut de semi-autonomie. L'objectif du SPD alsacien était d'obtenir le même statut que les autres Länder. En 1912 en soutenant un tel objectif, les socialistes alsaciens SPD devenaient la deuxième force politique d'Alsace. Après 1918, avec la SFIO, les socialistes deviennent jacobins. Le jacobinisme est synonyme de garantie de consolidation de la république une et indivisible. Car à l'époque, le socialisme français, outre son anticapitalisme, participe à la culture républicaine, comme les radicaux : l'ennemi prioritaire est le cléricisme, qui lui est favorable au régionalisme. Cela n'empêche pas une volonté de décentralisation partielle avec la pratique d'un socialisme municipal par les maires socialistes des grandes villes (Jacques Peirotes à Strasbourg, Auguste Wicky à Mulhouse, Edouard Richard à Colmar), qui luttent pour le maintien de la loi municipale locale qui leur confère une grande autonomie de décision. De même, la SFIO défend les lois locales progressistes, par exemple sur les assurances sociales. Alors que le PC alsacien milite pour un droit à l'autodétermination de l'Alsace-Lorraine en se conformant à la théorie marxiste/léniniste des nationalités, la SFIO se bat jusqu'en 1939 pour la laïcité et contre l'autonomisme. Cette politique, mal expliquée sans doute, contri-

bua au déclin électoral du socialisme à partir de 1928. La SFIO reprit cette stratégie après 1945, mais son discrédit dans les années 50 et 60 à des causes moins locales. Le nouveau PS d'Épinay abandonna le jacobinisme pur et dur en définissant, dès janvier 1976, à la Convention de Colmar, son Plan pour l'Alsace.

## Nécrologie

Trois personnalités du mouvement social alsacien nous ont quittés cet été. Leur activité militante les avait désignés d'emblée pour figurer dans le *Maitron*.

### Roland Netter

Résistant FTP, arrêté et torturé par la Gestapo à St-Étienne en août 1944, président du comité régional de l'ANACR.

### Étienne Trocmé

Membre fondateur de la Convention des institutions républicaines dans le Bas-Rhin, puis membre du PS à partir de 1971 ; tête de liste d'Union de la gauche en 1971 et 1977 aux municipales de Strasbourg ; professeur de théologie protestante ; président à deux reprises de l'Université des sciences humaines ; président de la section départementale de la LICRA (1979–1998). Il présidait jusqu'à sa mort le collectif d'accueil des solliciteurs d'asile de Strasbourg (CASAS).

### Albert Klein

Cheminot, syndicaliste CGT, secrétaire de l'Union départementale CGT du Bas-Rhin de 1977 à 1981, secrétaire régional de 1981 à 1992, membre du comité fédéral du Bas-Rhin du parti communiste de 1968 à 1983.

## Documents

### Ordre du jour voté à la Conférence des délégués des Fédérations socialistes du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, le 23 février 1919, à Strasbourg\*

La Conférence des délégués des Fédérations socialistes du Haut-Rhin, du Bas-rhin et de la Moselle salue le retour à la France des départements arrachés à la nation par l'acte de violence contre lequel avait déjà protesté, en 1871, sous l'égide de Bebel et de Liebknecht père, la démocratie socialiste du monde entier, ramenés maintenant à la République par la victoire du droit qu'acclame le sentiment unanime du peuple entier, en Alsace et en Lorraine.

La Conférence estime qu'Alsaciens et Lorrains doivent être placés le plus rapidement possible sous le régime du droit commun à tous les Français, et que les dispositions spéciales ou de transition ne peuvent s'appliquer qu'à des domaines strictement déterminés. Elle s'élève, par conséquent, contre tout projet tendant à prolonger outre mesure, sous prétexte de régionalisme, un régime total d'exceptions qui pourrait aboutir à créer un esprit de particularisme et qui priverait notre population du bénéfice des lois laïques de la République.

Elle demande : 1° des mesures spéciales notamment en faveur du maintien de la législation ouvrière et sociale et pour l'usage de la langue allemande ; 2° des dispositions de transition qui assureront aux citoyens les situations et les droits acquis en vertu de la législation antérieure ; 3° toute mesure utile pouvant permettre à l'État français d'acquérir la propriété des chemins de fer et des mines (minerai, charbon, sel de potasse, pétrole) ayant appartenu jusqu'à présent à des Allemands.

Dans la tâche qui lui incombe dès maintenant, l'administration de l'Alsace et de la Lorraine doit s'inspirer de ces idées générales afin de mieux préparer l'organisation définitive. Il faut qu'elle sache, à l'avance, dans quels domaines, il y aura lieu de prendre des mesures spéciales ou de transition, la Conférence ne prétendant pas épuiser le sujet lorsqu'elle établit certaines revendications. Il faut

également que l'étude de tous les problèmes de détail se fasse d'avantage sur place, en Alsace et en Lorraine, et que l'Administration sache agir avec décision.

La Conférence se rend compte que pareille méthode ne fera pas disparaître toutes les difficultés que rencontre actuellement l'Administration. Ces difficultés ne sont pas particulières à nos provinces. Elles résident surtout de l'organisation de la société capitaliste, incapable de mettre fin au désordre que la guerre a créé et qui se manifeste, bien au-delà des limites de nos départements, dans le pays et le monde entier.

Mais l'application de la doctrine que soutient la Conférence, diminuera cependant les difficultés tandis qu'elles s'accumuleront de plus en plus, si l'on obéit à un principe contraire ou si l'on ajourne indéfiniment les solutions.

\* Archives départementales du Bas-Rhin, 98 AL 673/2, version française.

## Adresses

### Président

Léon Strauss  
6 rue Daniel Hirtz  
67000 Strasbourg  
03 88 36 63 09  
courriel : [strastra@noos.fr](mailto:strastra@noos.fr)

### Secrétaire

Patrick Auzende  
12 rue de Bienne  
67000 Strasbourg  
03 88 52 14 29  
courriel : [auzende@yahoo.fr](mailto:auzende@yahoo.fr)

### Trésorière

Françoise Olivier-Utard  
18, rue de l'Observatoire  
67000 Strasbourg  
03 88 61 81 03  
courriel : [francoise.olivier-utard@gersulp.u-strasbg.fr](mailto:francoise.olivier-utard@gersulp.u-strasbg.fr)

### Site Maitron

[www.maitron.net](http://www.maitron.net)

[almemos@yahoo.fr](mailto:almemos@yahoo.fr)

### Gérant de la publication

Léon Strauss

---

## Calendrier

---

**VENDREDI 14 MARS, 17 h 30**

### Librairie Kléber

**Présentation de livres et débat avec les auteurs**

Guy PERVILLÉ, *Pour une histoire de la Guerre d'Algérie*  
Gilbert MEYNIER, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*

---

**SAMEDI 15 MARS 2003**

### Pôle Européen de Gestion et d'Économie

61, avenue de la Forêt-Noire, Strasbourg — Amphi 1

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE D'ALMÉMOS

**8 h 30 – 9 h 30**

Ordre du jour

■ Rapport d'activité

■ Cotisations 2003

■ Perspectives

■ Rapport financier

■ Élection du bureau

■ Divers

### JOURNÉE D'ÉTUDES PUBLIQUE

**9 h 30 – 16 h**

## La guerre d'Algérie en Alsace et dans les régions voisines

Gilbert Meynier

Jean-Claude Richez

Charlotte Herfray

Guy Pervillé

Alphonse Irjud

René Tabouret

Zohra Tared

Émile Reutenauer

et d'autres...

Léon Strauss

Monique Pfaff

---

### Bulletin d'adhésion

à renvoyer à l'association Almémos, 6, rue Daniel-Hirtz, 67000 Strasbourg

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Téléphone .....

Courriel .....

demande d'adhérer à l'association Alsace Mémoire du Mouvement Social.

Le montant de la cotisation pour l'année 2003 sera fixé à l'assemblée générale.

Date

Signature

---

8 **almémos**